

# LE FLOP DU MOIS :

## La direction de l'INFRALOG NATIONAL bafoue le droit de grève

### LES FAITS :

Dans la nuit du 23 au 24 Mars 2021, sur le chantier de renouvellement du Mans, les agents de la base vie de l'Unité Suite Rapide N°1 de l'INFRALOG NATIONAL et certains agents de l'unité (ULNV) ont, à l'unanimité, décidé de se mettre en grève sur le préavis SUD-Rail en cours. Ce ras le bol exprimé fait suite à des revendications portées auprès de la direction par un délégué syndical SUD-Rail de l'établissement le 10 Mars 2021 par le biais d'un mail au DET, mais aussi en amont lors de la réunion RPX du 18/02/2021 où certains sujets ont été abordé, **mais sont restés sans réponses à ce jour.**

La direction de l'INFRALOG NATIONAL présente ce soir-là (DET et DUO), prise de cours, en réponse à la déclaration de grève de ces agents, **a réagi avec une extrême violence**, en les menaçant de représailles, mais aussi en récupérant les clés des véhicules de service. Et si le mouvement devait se poursuivre la nuit d'après, les menaçant de récupérer les clés des logements occupés par ces agents.



Les élus CSE ZP NEN sont intervenus dans la soirée pour alerter la direction RESEAU et mettre en évidence l'entrave au droit de grève faite par la direction de l'INFRALOG NATIONAL.

Une délégation SUDRAIL est venu le lendemain pour rencontrer et soutenir les agents encore dépités de la réaction agressive et disproportionnée de leurs dirigeants.

### UN MANQUE TOTAL DE RECONNAISSANCE ET D'HUMANITÉ

Ces agents sont en grand déplacement toute l'année. Même si c'est un choix de leur part, ils font beaucoup de sacrifices au niveau familial et en termes de qualité de vie au travail. Ce sont des agents qui ont une grande conscience professionnelle et sont conscients de l'importance de leur travail pour le bien des usagers (une culture cheminote). Les aléas de production font que très souvent ils finissent après l'heure, et pourtant ils l'acceptent, parfois au-delà du supportable quand les organisations de chantier sont déficientes.

Malgré cela, la seule réponse de leur direction, lorsque ces agents revendiquent un réajustement de leurs conditions de travail, a été de les traiter comme de pauvres bêtes, **en les sommant de venir rendre les véhicules au PC à plus d'une dizaine de kilomètres de là**, sans savoir par quel moyens ils seraient revenus à leur base vie. Pire, en faisant cela, la direction exposait les agents délibérément, puisqu'étant en grève et donc en suspension du contrat de travail, ces agents n'étaient plus couverts en cas d'accident et étaient même sanctionnables par la direction du fait d'avoir utilisé un véhicule de service alors qu'ils étaient en grève.



### **...et en les menaçant de les mettre à la rue s'ils continuaient le mouvement !**

Lorsque la délégation SUD-Rail est arrivée le lendemain, les agents étaient cloîtrés dans leur logement, se sentant mis en cage, en plein milieu de la pampa, sans un magasin ou une âme qui vive, à moins d'une dizaine de kilomètres. Les véhicules étaient là, mais les clés avaient été confisqué la veille !!! **Que ce serait-il passé si un agent avait oublié un traitement médical (médicaments) dans son véhicule ?**

## **ENTRAVE AU DROIT DE GREVE**

Les élus CSE ZP NEN SUD-Rail, après avoir été contacté le soir même par les agents qui se voyaient malmené par le DET et le DUO, ont averti par mail le directeur de la ZP NEN en le mettant en garde sur les agissements de ses encadrants sur place, laissant penser à une entrave au droit de grève.

La réponse fut cinglante, dixit le directeur de la ZP NEN **« Je prends connaissance de votre mail concernant des agissements d'agents de la suite rapide USR1 jugés par la direction de l'INFRALOG NATIONAL comme répréhensibles » !**

Mais la palme d'or revient au DET de l'INFRALOG NATIONAL. Il a tout d'abord remis en cause la légitimité du mouvement de grève des agents, ce qui est ni plus ni moins qu'une pression managériale, puisque les agents étaient dans leur droit. Mais il n'en est pas resté là, et voici la réponse qu'il a faite à son directeur et aux élus (qui étaient en copie du mail) : **« Je suis devant le fait accompli !!! J'ai décidé de récupérer les clés des véhicules de service le temps du mouvement et si le mouvement perdure je récupérerai les logements »**. Voilà ce qu'est, pour la direction de l'INFRALOG NATIONAL, la définition du dialogue social (Petit rappel : cet établissement est déjà sous le coup d'une enquête Risques Psycho Sociaux suite à un droit d'alerte CSE qui a mis en évidence la répression syndicale dont font l'objet certains élus de l'INFRALOG NATIONAL).



Afin de discuter des revendications des agents de l'USR1, une DCI SUD-Rail va être posée. SUD-Rail sera vigilant et attentif à ce que ces revendications soient prises en compte.

Les agents ont stoppé momentanément la grève en vue de ces négociations, mais ont prévenu leur direction **qu'ils n'hésiteraient pas à reprendre le mouvement** si la direction ne prenait pas en compte leurs revendications.

**Avec SUD-Rail, c'est informer, comprendre, vous écouter, revendiquer et gagner ensemble !!!**